



Annoncé comme un futur fleuron de l'innovation dans le canton, le quartier Bluefactory met du temps à se développer. ARCH - A. VULLIQUOD

# En cinq ans, l'innovation n'a pas décollé dans le canton

Le Conseil d'Etat s'est mis au chevet de l'économie pendant cette législature. De nombreux outils ont été élaborés, mais ils peinent à produire des effets sur l'innovation et la **compétitivité**.

DOMINIQUE MEYLAN

**ÉCONOMIE.** La campagne électorale de 2016 avait largement tourné autour d'une question: comment créer de l'emploi à haute valeur ajoutée pour éviter que le canton ne se transforme en dortoir? Le Conseil d'Etat en a fait un projet phare de son programme de législature. «Fribourg s'impose comme un pôle économique et d'innovation», affichait-il au premier rang de ses objectifs.

Qu'en est-il cinq ans plus tard? Plusieurs outils ont été mis en place, à commencer par la réforme fiscale, la nouvelle Loi sur la promotion économique, la recapitalisation du site de Bluefactory ou l'Etablissement cantonal de promotion foncière. L'économie se porte relativement bien, malgré la pandémie. Mais, selon plusieurs études, les signaux sont à l'orange dans le domaine de l'innovation et de la compétitivité.

Professeur d'économie politique et directeur du Centre de recherche sur la compétitivité de l'Université de Fribourg,

Philippe Gugler vient de sortir une recherche sur l'évolution de l'innovation dans le canton. «Notre étude démontre une faible performance du canton en comparaison avec de nombreux autres, dont la plupart des cantons voisins.» La chute, du 12<sup>e</sup> rang en 2005 au 21<sup>e</sup> rang en 2018, est particulièrement vertigineuse si l'on considère le nombre de brevets déposés par des créateurs ou des inventeurs.

## Manque de lisibilité

Selon un classement publié par UBS en août, Fribourg a perdu en compétitivité passant de la 12<sup>e</sup> à la 16<sup>e</sup> place des cantons suisses. Ces chiffres n'étonnent pas Philippe Gummy, directeur adjoint de la Chambre de commerce et d'industrie fribourgeoise (CCIF), qui gère l'Observatoire de l'économie. «Le canton n'a pas régressé, mais il n'a pas progressé à la même vitesse que les autres. Ce n'est pas qu'une question de subventions ou d'aides publiques, il faudrait créer un climat plus favorable à l'innovation.»

La lenteur du démarrage du quartier d'innovation Bluefactory à Fribourg, dont la recapitalisation a été acceptée d'un cheveu par la population, est emblématique de cette situation. «Il y a un manque de lisibilité», analyse Philippe Gummy. La population n'a pas vraiment compris ce pour quoi elle votait. Si vous parlez d'innovation à une entreprise ou une start-up, ce n'est pas Fribourg qui va s'imposer.»

Philippe Gugler relève que d'importantes initiatives ont été prises dans les années 2010 avec la création du Pôle scientifique et technologique, puis de Bluefactory. «La rampe de lancement a été mise en place mais, par la suite, la fusée est demeurée à une faible altitude, pour autant qu'elle ait décollé, si l'on en juge les récentes études bancaires.»

Une loi centrée sur l'innovation, qui serait plus simple, plus volontariste et avec davantage de moyens, constituerait une piste intéressante, observe Philippe Gummy. Il ne remet pas en cause le travail sur la promotion économique, mais appelle au développement de nouveaux outils. Pérenniser le soutien à la recherche et au développement, tel qu'il est prévu dans le plan de relance, c'est-à-dire sans l'obligation de collaborer avec les écoles, est un exemple parmi d'autres. «Les aides à la digitalisation ont également bien fonctionné.»

## Fixer des objectifs

Selon Philippe Gugler, la politique d'innovation devrait



«On ne peut pas se contenter de naviguer à vue en attendant des soumissions de demandes d'aides pour des projets de recherches tous azimuts.» **PHILIPPE GUGLER**

être basée sur un plan d'action économique et technologique plus large, visant un développement économique durable, décarboné et numérique du canton. «Il s'agit de fixer des jalons et des cibles porteurs pour l'activité économique des entreprises, notamment en ce qui concerne leurs projets d'innovation.» Des objectifs précis, donc. «On ne peut pas se contenter de naviguer à vue en attendant des soumissions de demandes d'aides pour des projets de recherches tous azimuts.»

Avec le campus AgriCo à Saint-Aubin, le Conseil d'Etat a clairement marqué sa volonté de mettre l'accent sur le secteur agroalimentaire. «L'idée d'aller vers ces nouvelles technologies dans l'alimentaire me semble assez pertinente», estime Philippe Gummy. Mais cela reste conceptuel. Il faut passer à un stade pratique.»

Le professeur Philippe Gugler se montre plus prudent: «Il faut se méfier des politiques industrielles visant à privilégier des "champions régionaux". C'est l'échec assuré dans la plupart des cas.» Autrement dit, le canton ne peut pas

les entreprises existantes et ne pas prioritairement miser sur de nouvelles implantations. «Une région productive va entraîner la création de nouvelles entreprises par les acteurs locaux comme par des acteurs extérieurs et influencer aussi des implantations d'entreprises étrangères. Il ne faut pas oublier que la richesse et l'emploi sont créés par des entreprises actives dans le canton», estime Philippe Gugler.

Dans ce domaine, Fribourg pourrait faire mieux, estime Philippe Gummy. «Les instruments sont là, les fonds existent, mais nous demandons une simplification. C'est trop compliqué pour une entreprise de savoir à quelle aide elle a droit. Il y a un manque complet de visibilité.» ■

se limiter à ce secteur. Son étude montre d'ailleurs que le potentiel de l'agroalimentaire en matière d'innovation est relativement limité, en comparaison avec d'autres activités économiques.

## Tissu économique local

Les deux spécialistes se rejoignent sur un point. Le canton aurait tout intérêt à soutenir

## «Pas de terrains disponibles»

Pour Philippe Gummy, directeur adjoint de la CCIF, un autre problème entrave le développement des entreprises: l'aménagement du territoire. «Il n'y a toujours pas de terrains disponibles pour les activités industrielles», estime-t-il. Sottas, qui va s'étendre à Denges dans le canton de Vaud, ou La Pati, qui quitte Rossens pour Payerne, sont deux exemples récents de sociétés qui peinent à se développer dans le canton.

Il ne remet pas en cause la concrétisation de la politique foncière active. «Cela fonctionne, il y a eu des achats stratégiques.» Non, ce serait plutôt la lenteur dans la mise en place des plans directeurs régionaux. La Gruyère est la plus avancée dans ce domaine, mais de nombreuses questions restent à régler comme le dézonage de certains terrains nécessaire pour créer de nouvelles zones d'activité.

A Marly, le canton possède une parcelle idéalement située pour les entreprises. Mais, dans ce cas-là, ce sont les accès qui pèchent, selon Philippe Gummy. «Sans la route Marly-Matran, il ne sera pas possible d'y installer des industries. On ne peut pas faire passer des camions par le boulevard de Pérolles à Fribourg.» **DM**



«Le canton n'a pas régressé, mais il n'a pas progressé à la même vitesse que les autres.» **PHILIPPE GUMMY**